

L'AVENIR DES TRAVAILLEURS.

BUREAU :

Rue Neuve Coquenard, 23.

LE JOURNAL PARAÎT

Le Dimanche et le Jeudi.

Les personnes qui voudront recevoir le journal à domicile sont priées de s'adresser au bureau. — Le prix est fixé à 60 centimes pour un mois ; à 1 fr. 75 c. pour trois mois ; 3 fr. pour six mois, et 5 francs pour l'année, tout abonné pour un an étant considéré comme fondateur. — Les demandes d'abonnement ainsi que toutes les communications écrites concernant l'administration ou la rédaction doivent être affranchies.

AUX OUVRIERS.

Travailleurs, c'est à vous spécialement que ce journal s'adresse. Une foule de journaux ont été créés depuis la Révolution, tous ont pour drapeau un ou plusieurs hommes, aucun n'a un principe qu'il puisse avouer.

Tous ces journaux se disent vos apôtres, vos amis, vos plus fermes défenseurs, tandis que le plus grand nombre paraît n'avoir d'autre nécessité d'exister que pour provoquer votre irritation contre ceux qui possèdent.

Quand on est l'ami de quelqu'un, on fait appel à sa raison et non à ses passions.

De plus, ces journaux vous bercent d'utopies irréalisables :

Votre bon sens, il est vrai, empêche ces faux amis d'être dangereux, mais cela ne suffit pas ; à la place du mal qu'ils ne peuvent faire, nous voulons substituer le bien, nous voulons parler à votre intelligence et non faire appel aux passions.

Notre but est de poursuivre par la discussion, la réalisation la plus complète de l'amélioration du sort des travailleurs.

Déjà, vous le savez, les représentants de la nation, parmi lesquels on compte plusieurs des vôtres, s'occupent de résoudre cet important problème : *l'organisation du travail* ; croyez-nous donc, amis, renoncez à cette agitation de la rue qui ne peut qu'entraver à votre détriment les études, les discussions de ceux que votre choix a appelés à l'honneur insigne de décider votre sort à venir. Rappelez-vous aussi que cette agitation de la rue paralyse la confiance, retarde la réouverture des ateliers, arrête les affaires, prolonge votre malaise et éloigne de Paris cette foule d'étrangers dont la présence parmi nous est si avantageuse à l'industrie de la capitale.

Que si quelques beaux parleurs à la langue dorée venaient à pérorer devant vous, contre vos représentants ou contre leurs intentions, méfiez-vous de leurs discours ; demandez à ces faux avocats de la plus sainte des causes, la vôtre, qui ils sont, ce qu'ils veulent, au nom de qui ils vous parlent.

Attendez avec confiance que l'Assemblée nationale se prononce sur la question du travail, car nous vous l'attestons, de ses études laborieuses, du choc de la discussion et surtout du vif désir qu'elle a d'améliorer votre position, il naîtra pour vous une ère nouvelle.

Où, amis, vos représentants ont compris que la Révolution de février était plutôt sociale que politique, et, soyez-en persuadés, ils seront au niveau du caractère de cette révolution.

Ne croyez pas qu'en parlant de révolution sociale, nous comprenons que cette révolution doive tout anéantir et ne produire autre chose que la confusion, le désordre, le chaos, ainsi que quelques cerveaux malades l'entendent. Oh non ! loin de nous cette pensée sacrilège. Cette révolution, votre œuvre, l'œuvre de tous, n'a pas été faite pour abaisser au même niveau ce qu'on appelait autrefois les différentes classes de la société ; non, par sociale, nous entendons une révolution dont les conséquences doivent incessamment grandir votre position comme

hommes, par le fait des améliorations successives au moyen desquelles il vous sera permis de trouver dans le travail votre part de bien-être dont, jusqu'à ce jour, vous aviez été déshérités.

Mais gardez-vous de considérer l'amélioration de votre condition au point de vue personnel, vous rendriez ainsi tout progrès impossible.

Conservez pour devise ce mot divin : Fraternité, et vous êtes assurés d'un avenir qui fera époque dans les fastes de l'humanité.

Nous ne vous flatterons jamais, amis, pour le plaisir de faire de la popularité, non, ce serait assumer une responsabilité qui répugne à des caractères honorables, à des principes franchement républicains.

N'attendez donc de nous que la vérité et soyez assurés d'avance que nous tenons trop de cas de votre intelligence, de la droiture de votre jugement pour jamais avoir recours aux paradoxes, aux mots ronflants, mais vides d'idées.

Notre journal étant spécialement destiné aux travailleurs, nous accueillerons toujours avec empressement les observations et les réclamations fondées des ouvriers ; nous provoquons même de leur part la discussion contradictoire sur tous les points que nous aurons traités, lorsqu'ils croiront remarquer soit du vague, soit une lacune dans notre manière d'envisager les questions.

NOTRE PROGRAMME.

Nous allons exposer succinctement les diverses questions que nous traiterons, et qui intéressent spécialement les travailleurs.

- 1° Association du travail et du capital ;
- 2° De la concurrence ;
- 3° Des moyens d'améliorer la condition morale et l'existence matérielle des travailleurs ;
- 4° Organisation du travail industriel et agricole ;
- 5° Des cités ou habitations destinées aux travailleurs ;
- 6° Création d'hôtels pour les Invalides civils.

On le voit, toutes ces questions concernent les travailleurs pour qui notre journal a été créé, aussi ne doutons-nous pas qu'en les approfondissant sérieusement, consciencieusement, il n'en résulte un grand bien.

Habitués depuis bien des années au contact de la grande famille des travailleurs, témoins de ses qualités, de ses vertus, il y a longtemps déjà que nous étudions la question de l'organisation du travail, que nous recherchons les moyens d'assurer aux ouvriers l'amélioration que réclame leur position.

Toutefois, nous ne voudrions pas que l'on crût que notre intention est d'imposer à nos lecteurs les idées qui nous ont été suggérées par l'étude que nous avons faite de *l'organisation pratique du travail* ; loin de nous une pensée aussi étroite, aussi égoïste.

Un grand nombre d'ouvrages ont été publiés avant et depuis la Révolution de Février sur cette importante question. Nous avons remarqué dans quelques-uns des aperçus très sages, très rationnels sur l'amélioration du

sort des travailleurs; ces aperçus épars, joints aux idées arrêtées dans notre esprit sur la question de l'avenir des travailleurs, nous ont paru former un ensemble complet d'organisation du travail, c'est cet ensemble que nous livrons à l'appréciation de nos lecteurs.

Pour ne pas nous engager dans une polémique que nous n'admettrons jamais, nous nous abstenons de citer la source à laquelle nous aurons puisé. Dès qu'une idée a reçu le baptême de la publicité, elle appartient à tous, liberté donc pour tous de se l'approprier pour l'expliquer, la perfectionner et la présenter ensuite plus parfaite au profit de l'humanité. Le maçon ne marque pas à son nom la pierre qui réunie à d'autres forme un monument.

Nous demandons qu'il en soit de même pour nous. Du moment qu'une idée aura été émise dans notre journal, nous désirons que tous nos confrères de la presse se l'approprient et la discutent s'ils le jugent utile à la cause de la famille si intéressante des travailleurs; trop heureux si nous parvenons à fixer l'attention de quelques-uns, trop heureux sur tout si la discussion qui doit en résulter détourne les travailleurs de ces démonstrations vagues, mais tumultueuses qui entretiennent la prostration des affaires.

Nous n'avons pas la prétention d'imposer nos idées sur l'organisation du travail, mais nous défions qui que ce soit de nier l'excellence des intentions qui nous animent. D'ailleurs, nous n'avons pas la sottise de nous poser en réformateurs incompris. Si nous nous permettons de commencer l'existence de notre journal en posant les bases d'un système d'organisation du travail, notre mission sera plus humble dès que le rapport du comité des travailleurs aura été lu à l'Assemblée nationale.

Nous suivrons alors pas à pas le travail de ce comité, nous le commenterons, nous l'expliquerons à nos lecteurs, mais sans arrière-pensée, sans passion et surtout sans personnalité; oui, nous le déclarons à l'avance, jamais, nous ne descendrons à la personnalité, arme dangereuse et qui finit toujours par engendrer les plus grands malheurs. Pour nous les hommes ne seront rien, ils disparaîtront devant les principes. Puissent tous nos confrères de la presse arriver à partager notre manière de voir.

Nous nous résumons : Sans une bonne organisation du travail, pas de tranquillité possible, partant pas de transaction, pas de commerce, pas de travail; aussi avons-nous une entière confiance dans le comité des travailleurs qui fonctionne à l'Assemblée nationale, et qui comme nous, est témoin de l'état de malaise de l'industrie qui ne peut se prolonger indéfiniment.

Mais nous répétons aux travailleurs ce conseil qui déjà leur a été donné par une voix amie :

« Prémunissez-vous contre les entraînements irréfléchis, les déceptions auxquelles ils pourraient vous exposer, les fausses mesures dans lesquelles des gens sans expérience essaieraient de vous engager, les préjugés et les vains regrets que vous éprouveriez trop tard. »

Nous avons dit qui nous étions, ce que nous voulions, nos lecteurs nous jugeront à l'œuvre.

ASSOCIATION DES OUVRIERS.

Nous avons lu dans un journal un projet d'association d'ouvriers qui nous a paru très sage et très rationnel; quoique nous n'en approuvions pas toutes les dispositions, nous allons néanmoins le mettre sous les yeux de nos lecteurs, et nous le ferons suivre des modifications qui, selon nous, sont indispensables en raison de l'état présent du trésor.

Les ouvriers d'une même industrie, liés entre eux par un acte d'association dont les clauses seraient réglées par la loi (car les associations de cette nature seraient un fait nouveau auquel il faudrait faire une place dans la législation commerciale), ces ouvriers, disons-nous, au lieu de travailler comme aujourd'hui, sous la direction et pour le

compte d'un patron, n'auraient pour chef que les plus habiles d'entre eux, qu'ils éliraient eux-mêmes. Ils traiteraient directement avec les consommateurs, feraient leur devis, fixeraient leurs prix comme ils l'entendraient. Par là ils connaîtraient bientôt les véritables conditions du milieu industriel où ils se trouvent et la valeur réelle de leur travail. Dans les grands centres de population il pourrait se former plusieurs associations appartenant à la même industrie, et rivales l'une de l'autre, point très important pour nous qui n'avons jamais révoqué en doute l'utilité, la nécessité de la concurrence.

« La concurrence d'ailleurs s'exercerait d'une autre manière, car tous les ouvriers ne s'enrôleraient pas du premier coup sous la bannière de l'association; beaucoup d'entre eux sont contents de leur sort, et ne quitteraient certainement pas un patron dont ils n'ont qu'à se louer pour courir cette aventure, et les patrons eux-mêmes ne fuiraient pas une lutte où ils auraient pour eux tous les avantages du long établissement, l'expérience, la notoriété, la clientèle.

« Tout le produit du travail des associés entrerait dans une caisse commune et serait distribué ainsi qu'il suit :

« 1° Une part serait prélevée par chaque associé à titre de salaire quotidien, car ce n'est pas tout que d'être associé, il faut vivre, et l'on ne serait pas longtemps associé si l'on ne vivait pas. Seulement on fixerait ce salaire au taux le plus bas possible, il assurerait à l'ouvrier le strict nécessaire.

« 2° Une autre part servirait à former un fond de roulement et de réserve qui ne pourrait être partagé qu'à la dissolution de la société.

« 3° Avec une autre, on constituerait un fonds commun destiné aux secours ou pensions à accorder aux associés malades, infirmes, etc., et à former une caisse d'assurance mutuelle qui lierait entre eux tous les établissements analogues.

« 4° La quatrième, enfin, serait répartie entre les associés en proportion de leur habileté, de leur assiduité, de leurs services; enfin, après chaque inventaire, le dividende de chacun serait porté à son compte personnel et libre.

« Reste à savoir où les associations de ce genre trouveraient le capital nécessaire à leurs premières opérations. C'est ici, qu'à notre avis, l'état devrait intervenir. En cela, qu'on le sache bien, nous ne lui demandons pas un grand sacrifice. Il ne s'agit encore que d'un essai. Le nombre des associations qui se formeraient ainsi serait d'abord très restreint, et l'on pourrait d'ailleurs en limiter le nombre. Un crédit de quelques centaines de mille francs serait plus que suffisant pour les premières expériences. Si ces expériences réussissaient, on irait plus avant, et peu à peu l'organisation industrielle se transformerait sans secousse et sans perturbation sur cette large base de la fraternité, sainte devise de la République. Si elles échouaient, si les ouvriers ne trouvaient pas effectivement dans le système d'association l'amélioration de leur sort, ils rentreraient d'eux-mêmes dans les conditions anciennes; seulement, ils y rentreraient l'esprit apaisé, l'imagination satisfaite, l'âme dégagée de tous les sentiments douloureux qui les agitent aujourd'hui, convaincus enfin que la société n'est point injuste envers eux, qu'elle a fait tout ce qu'elle pouvait faire, et que le progrès auquel ils aspirent ne saurait venir que lentement, par le développement successif et régulier de la richesse générale. Quand bien même on n'obtiendrait que ce résultat, ne serait-ce déjà pas beaucoup? ne serait-ce pas là de l'argent bien placé? Et si, en mettant les choses au pis, il en coûtait un million, devrait-on hésiter à risquer un million qui produirait ces fruits inestimables, la solution de la plus grande de nos difficultés intérieures, le rétablissement de la concorde et de la solidarité entre tous les citoyens, la paix sociale, en un mot. »

La seule objection sérieuse que nous ayons à faire est celle-ci : la position du trésor permettrait-elle au gouvernement d'intervenir directement dans la mise à exécution de l'association des ouvriers entre eux? Non, parceque sans revenir au privilège, le gouvernement ne pourrait pas exclure des bienfaits de l'association une

spécial
l'avons
fisantes
qui vo
voie d
admett
qui se
princip
sent te
d'aucu
l'initia
idée d
compr
sent d
d'un m
compl
aucun
Nou
poussa
de l'as
nous p

Déc

ART.
existan
2. U
des m
nimu
tousj
Le n
égal à
3. D
gation
électio
4. L
ment
la maj
ries re
lui des
L'as
paix,
de pai
5. L
par le
circon
publié
6. I
les pat
pour p
dressé
tion d
tion d
électio
7. I
rales
testati
prud'h
frages
En
8. I
pièces
trans
délai
9. S
tre-m
et rési
criptio
10.
tre-m
ans, s
moins
11.
gers,
aurai
la pro

spécialité aux dépens d'une autre, et que, ainsi que nous l'avons fait observer, ses ressources présentes sont insuffisantes pour accueillir la demande de toutes les industries qui voudraient tenter l'association. En entrant dans la voie de concours direct, le gouvernement devrait donc admettre, fût-ce même à titre d'essai, toutes les industries qui se présenteraient pour recourir à l'association dont le principe est très fécond et dont les résultats nous paraissent tellement certains que l'on pourrait, sans crainte d'aucuns désastres, appeler les capitaux privés à prendre l'initiative de cette innovation; seulement, comme cette idée d'association des ouvriers est neuve encore, nous comprendrions parfaitement que ces capitaux exigeassent des garanties que l'Etat leur assurerait au moyen d'un minimum d'intérêt fixé à 4 0/0. L'industrie associée compléterait les 6 0/0, mais ces capitaux n'auraient aucun droit dans la répartition des bénéfices.

Nous arrêtons là nos observations, parce que en les poussant plus loin, nous serions amenés à la question de l'association du travail et du capital à laquelle nous nous proposons de consacrer un chapitre spécial.

Décret concernant la réorganisation des conseils de prud'hommes.

ART. 1^{er}. Les conseils de prud'hommes actuellement existants seront réorganisés d'après les bases suivantes :

2. Une instruction ministérielle déterminera le nombre des membres de chaque conseil. Ce nombre sera au minimum de six membres et au maximum de vingt-six, et toujours en nombre pair.

Le nombre des prud'hommes ouvriers sera toujours égal à celui des prud'hommes patrons.

3. Dans un délai de quinze jours, à dater de la promulgation du présent décret, il sera procédé à une nouvelle élection des membres de ces conseils.

4. Les patrons et les ouvriers seront convoqués séparément par le préfet, pour procéder, par scrutin de liste, à la majorité relative, à la désignation, dans leurs catégories respectives, d'un nombre de candidats triples de celui des membres à nommer.

L'assemblée des ouvriers sera présidée par le juge de paix, et l'assemblée des patrons par le suppléant du juge de paix.

5. La liste des candidats ainsi nommés sera transmise par le président de chaque assemblée, au maire de la circonscription du tribunal des prud'hommes, pour être publiée et affichée.

6. Dans les huit jours qui suivront cette publication, les patrons et les ouvriers seront convoqués de nouveau pour procéder séparément, et sur la liste de candidats, dressée conformément à l'article 3, les patrons à l'élection des prud'hommes ouvriers, et les ouvriers à l'élection d'un même nombre de prud'hommes patrons. Cette élection sera faite à la majorité absolue.

7. Il sera dressé procès-verbal des opérations électorales. Si ces opérations n'ont donné lieu à aucune protestation, le président de chaque assemblée proclamera prud'hommes ceux qui auront obtenu le plus de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé sera préféré.

8. En cas de protestation, le procès-verbal, avec les pièces à l'appui, sera envoyé au préfet, par qui il sera transmis au conseil de préfecture, qui statuera dans le délai de huit jours.

9. Sont électeurs tous les patrons, chefs d'atelier, contre-maitres, ouvriers, compagnons, âgés de vingt-un ans et résidant, depuis six mois au moins, dans la circonscription du conseil de prud'hommes.

10. Sont éligibles tous les patrons, chefs d'atelier, contre-maitres, ouvriers, compagnons âgés de vingt-cinq ans, sachant lire et écrire et domiciliés depuis un an au moins dans la circonscription du conseil.

11. Ne pourront être électeurs ni éligibles les étrangers, les faillis non réhabilités, toute personne enfin qui aurait subi une condamnation pour un acte contraire à la probité.

12. Tous ceux qui, depuis plus d'un an, paient la patente et occupent un ou plusieurs ouvriers, seront considérés comme patrons et voteront dans l'assemblée des patrons.

Les contre-maitres et chefs d'ateliers voteront également dans l'Assemblée des patrons.

13. Les chefs d'ateliers et les contre-maitres pourront être nommés à la prud'homie, sans toutefois qu'il puissent former plus du quart des membres du conseil.

14. Les conseils seront renouvelés par tiers, tous les ans. Le sort désignera ceux des prud'hommes qui seront renouvelés la première et la seconde année.

Les prud'hommes seront rééligibles.

15. Les prud'hommes rempliront désormais leurs fonctions au même titre. Toutes distinctions entre les titulaires et les suppléants est en conséquence supprimée.

16. La présidence des conseils sera alternativement déferée, par voie d'élection, à un patron et à un ouvrier titulaire.

La présidence donnera voix prépondérante.

17. La durée de la présidence sera de trois mois.

18. Les patrons éliront, à la majorité absolue, le président ouvrier, et les ouvriers éliront à leur tour, le président patron.

Le sort décide de la première présidence.

19. En cas de partage, le plus âgé sera élu.

20. L'art. 15 est applicable, dans toutes ses dispositions à l'élection du vice-président, lequel sera pris dans la même catégorie que le président.

21. Le président et le vice-président seront rééligibles.

22. Une audience au moins, par semaine, sera consacrée aux conciliations. Cette audience sera tenue par deux membres, l'un patron, l'autre ouvrier.

23. Ce conseil se réunira au moins deux fois par mois, pour juger les contestations qui n'auraient pu être terminées par voie de conciliation.

Le conseil sera composé de quatre prud'hommes patrons et de quatre prud'hommes ouvriers.

24. Il sera procédé, dans le plus bref délai, à la révision des lois, décrets et règlements concernant les tribunaux de prud'hommes.

VARIÉTÉS.

Les Machines et la Mode.

Lorsque la liberté a détruit toutes les entraves qui empêchaient autrefois l'industrie de prendre tout son essor, de quel droit les rétablirait-on après deux révolutions faites au nom de la liberté?

Ne serait-ce pas rétablir ces entraves, violer cette liberté, que dire à l'industrie : tu ne sortiras pas de la voie ou de l'ornière dans laquelle tu es engagée; tu n'abandonneras pas les vieilles méthodes.

Tant pis si, épuisées par tant de siècles, elles ne suffisent plus aux besoins nouveaux; tant pis si elle te tiennent chez nous dans un état d'infériorité réelle comparative à l'industrie de nos voisins.

Cela n'est plus possible.

Comment oserait-on dire que le travail est libre s'il ne l'était pas de choisir ses moyens?

Or, les machines sont bien certainement au nombre des moyens.

L'invention des machines est aussi ancienne que la civilisation.

Le fléau qui sert à battre le blé est une machine.

Le levier qui permet à un seul homme de remuer et de déplacer des fardeaux énormes, la roue, la poulie, le cric, qui ne sont que des applications du levier, le moulin dont l'eau et le vent font tourner la roue, la meule du pouet et du rémouleur, le balancier, le mouton, la presse, la charrue, la herse, etc., etc., et mille autres etc., sont des machines.

Ce sont toutes ces inventions successives qui ont amené ou développé les progrès de l'industrie, même lorsqu'elle n'était pas libre.

Les branches où ces machines, vieilles aujourd'hui, ont porté aussi, à leur apparition, quelque perturbation parmi les ouvriers, n'ont pas cessé pourtant d'occuper un nombre de bras toujours croissant.

Et à côté se sont formées les industries spéciales pour la construction de ces machines elles-mêmes. Ainsi un nouveau travail a été créé.

Si les machines pouvaient parler, elles diraient sans doute qu'on leur reproche une infinité de choses qui ne sont pas leur fait;

Que c'est bien moins elles que l'obstination de la routine qui ont fait tomber le travail de la main de beaucoup d'ouvriers, et elles citeraient l'exemple encore récent des dentellières de la Flandre belge;

Que c'est à l'extrême mobilité des modes, bien plus qu'à elles, qu'il faut attribuer les chômages alternatifs d'un grand nombre d'industries spéciales;

Que le défaut de patriotisme de certains fabricants, imités par de trop nombreux ouvriers, la vérité veut qu'on l'avoue, qui n'ont pas craint de porter nos procédés à l'étranger, est encore une des causes majeures de la détresse de ceux qui sont demeurés fidèles au sol de la patrie.

Une des industries qui souffre le plus est l'industrie de la soie.

Avant 1789, elle était en possession de fournir les riches tentures et de couvrir les ameublements somptueux des palais et des grands hôtels; elle fournissait même au costume des hommes.

Depuis, non seulement beaucoup d'autres industries, telles que celles des papiers peints, du velours d'Utrecht, des tissus de verre, sont venues lui faire concurrence pour ces objets; et, d'autre part, les hommes ont entièrement renoncé aux étoffes de soie pour leur habillement.

Mais l'industrie *séricienne*, qui alors était spéciale à la France, s'est répandue en Suisse, en Allemagne, en Angleterre.

Cette révolution du goût et cette exportation, ont eu pour les travailleurs les plus tristes effets.

Est-ce la faute des machines?

Au contraire, si cette industrie abattue s'est relevée un jour avec un nouvel éclat, n'est-ce pas précisément aux machines, aux admirables inventions de Jacquart, d'abord repoussées avec colère et fureur par la routine, puis enfin accueillies par la raison, que le service est dû?

Quant aux chômages déterminés par les variations de la mode, ils sont comme les sinistres occasionnés à l'agriculture par celles de l'atmosphère.

Qui pourra parvenir à les conjurer, pourra entreprendre de fixer la mode.

Revenons aux machines.

Ce sont, dit-on, des travailleurs qui ne mangent ni ne dorment, et fonctionnent plus rapidement que les bras de l'ouvrier le plus habile, ce qui leur permet de produire facilement dans un temps donné, autant que dix, ou vingt ou trente travailleurs ordinaires.

D'où il résulte d'une part, que ces dix, vingt ouvriers demeurent forcément inactifs en présence de ce travailleur infatigable;

Que le bas prix auquel il peut fournir les produits tend à avilir outre mesure le prix du travail de l'ouvrier qui continue d'être occupé.

Voilà ce qui paraît évident à qui ne réfléchit pas.

Mais ce calcul est très exagéré.

D'abord la plupart des mécaniques coûtent fort cher à établir, exigent, comme celles qui font mouvoir la vapeur, une dépense considérable de combustible, et s'usent ou se détériorent avec une promptitude proportionnée à la nature destructive du moteur, à l'excès du travail qu'elles font, de sorte qu'elles ont besoin de fréquentes réparations, ou de remplacements assez rapprochés.

D'ailleurs ces puissants instruments ne se font, ni ne se dirigent d'eux-mêmes.

7,000 ouvriers sont employés, à Paris seulement, à les construire; qu'on juge de ce que les constructions qui se font dans tout le reste de la France occupent de bras.

Mais, là, ne commence ni ne s'arrête le mouvement industriel qu'elles impriment.

C'est, pour la fabrication en dehors des ouvriers qui les

fabriquent, ceux qui extraient ou qui convoient le fer et le cuivre, et les autres matières nécessaires; ceux qui sont occupés aux forges ou haut-fourneaux où elles reçoivent les premières façons;

C'est après que l'instrument est monté, les ouvriers qui extraient ou convoient la houille pour le chauffage; les ouvriers qui font marcher la machine ou en dirigent les opérations.

On ne peut guère évaluer à moins de 100 ou 120,000 le nombre des ouvriers que font travailler la fabrication et le fonctionnement des machines d'invention récente.

S'il fallait parler de tout ce qui est réellement machines, depuis la charrue jusqu'au crie, ce serait par millions qu'on devrait les compter.

Ces 120,000 ouvriers ont certainement des droits aussi sacrés au travail que tous autres ouvriers.

Proscrire les machines récentes, ce serait donc condamner à l'inaction, à la faim, à la mort, non pas seulement 120,000 ouvriers, mais leurs familles avec eux.

Il n'est pas un de vous qui, envisageant la question sous ce point de vue, veuille prononcer cette cruelle condamnation contre un si grand nombre de ses frères. Cela ne serait pas français!

On exagère d'ailleurs, ou plutôt on se trompe sur la concurrence que le travail à la machine fait au travail à bras.

Je viens de vous parler de l'industrie séricienne:

Je veux vous répéter ce que je vous ai dit autre part au sujet de l'industrie typographique.

Au commencement de ce siècle un journal grand comme un carré de papier, qui avait deux mille lecteurs, avait un succès rare; il en était de même d'un roman tiré à mille exemplaires. L'éditeur d'un ouvrage sérieux ne se hasardait au-delà de cinq cents.

Aujourd'hui on a des journaux grand comme des voiles de navire, tirés à 40,000; des romans vont presque aussi loin; un recueil populaire a été publié à plus de 80,000. Quelle presse à bras pourrait suffire à de tels besoins?

On en monterait plusieurs, objectera-t-on, et alors autant d'ouvriers de plus d'employés.

Oui, mais alors aussi multiplication de dépense de tous côtés; et, par suite, hausse de prix, en sorte que l'ouvrage, le journal, coûterait le double et le triple, et, au lieu de se débiter à 40,000, ne se débiterait plus qu'à 10,000, peut-être qu'à 2,000, comme jadis; et, partant, suppression des presses de supplément devenues inutiles ou même suppression du journal, de l'ouvrage qui, ne faisant plus ses frais à un si petit nombre, cesserait forcément de paraître.

Tout l'avantage, dira-t-on, est donc pour les presses mécaniques?

Non: car le goût, le besoin de lire, favorisé, excité surtout par les journaux, s'étend à toutes les branches de la presse. Jamais on n'a publié autant de livres, d'écrits de toutes sortes, autant multiplié les éditions, imprimé par tous les moyens. Ainsi l'équilibre que la presse mécanique semblait vouloir détruire s'est rétabli aussitôt.

Il en a été de même pour toutes les autres productions industrielles.

Néanmoins, il y a un certain nombre de typographes sans ouvrage, on ne peut le contester.

C'est que l'industrie du typographe est encombrée comme toutes les autres industries, comme les carrières des lettres, des arts, des sciences, du barreau, de la médecine, de l'administration, où il y a une foule de gens qui végètent, d'autres qui n'ont pas même le nécessaire; pourtant il n'y a point là de mécaniques qui leur fassent concurrence.

(Extrait du Catéchisme de l'ouvrier.)

L'un des rédacteurs, gérant: LAMBERT.

Paris, Imprimerie de Poussielgue, rue du Croissant, 12.